



DGS

4. LISTE DES PIÈCES À FOURNIR PAR LES CANDIDATS (ARTICLES 5.2.1 ET 5.2.2 DU CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES DES CHASSES COMMUNALES POUR LA PERIODE 2024-2033)

A. Pièces à fournir par les candidats personnes physiques

- document justifiant de l'identité du locataire
- liste des permissionnaires et document justifiant de leur identité
- bulletin du casier judiciaire n° 3 du locataire et de ses permissionnaires
- justificatif du lieu de séjour principal du locataire et des permissionnaires (en vue de vérifier les conditions prévues à l'article 5.1 du cahier des charges)
- copie du permis de chasser et sa validation française de chacun des associés et membres habilités à chasser
- indications relatives à la date à laquelle le locataire et les permissionnaires chassent ou possèdent un droit de chasse notamment dans les départements d'Alsace - Moselle
- endroit où le locataire et les permissionnaires ont habituellement chassé ou exercé un droit de chasse dans les trois départements d'Alsace - Moselle durant la précédente période de location
- réalisation des plans de chasse des années précédentes par rapport au minimum proposé
- une déclaration sur l'honneur selon laquelle le candidat et les permissionnaires n'ont pas fait l'objet, au cours des cinq années précédant la location, d'une mesure de retrait ou de suspension du permis de chasser pour infraction au code de l'environnement, ou d'une condamnation devenue définitive pour un délit réprimé par le code de l'environnement au titre de la police de la chasse et/ou de l'environnement
- les garanties financières proposées et notamment une promesse de caution émanant d'un établissement bancaire établi dans l'Union Européenne
- pour toutes les personnes (physiques ou morales) ayant été locataire d'un droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle : présentation d'un certificat du FDIDS et du GIC attestant que le candidat est à jour de toutes ses cotisations
- la lettre d'engagement du locataire et des permissionnaires sur l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et la régulation des animaux classés Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) ainsi que la réalisation des droits de chasse

B. Pièces à fournir par les candidats personnes physiques

- Certificat d'immatriculation du registre du commerce et des sociétés ou, pour les associations de droit local, attestation d'inscription du tribunal judiciaire, service des associations ou, pour les autres associations, copie du dépôt des statuts
- adresse du siège social de la personne morale ainsi que le nom et de la fonction des responsables légaux de celle-ci et leur fonction. Pour une société, les personnes qui détiennent les parts sociales
- pour chacun des membres de la personne morale habilités à chasser :
 - liste de ces membres et document justifiant de leur identité
 - bulletin du casier judiciaire n° 3
 - justificatif du lieu de séjour principal permissionnaires (en vue de vérifier les conditions prévues à l'article 5.1 du cahier des charges)
 - copie du permis de chasser et sa validation française
 - indications relatives à la date à laquelle le locataire et les permissionnaires chassent ou possèdent un droit de chasse notamment dans les départements d'Alsace - Moselle
 - endroit où ils ont habituellement chassé ou exercé un droit de chasse dans les trois départements d'Alsace - Moselle durant la précédente période de location
 - réalisation des plans de chasse des années précédentes par rapport au minimum proposé
 - une déclaration sur l'honneur selon laquelle les intéressés n'ont pas fait l'objet, au cours des cinq années précédant la location, d'une mesure de retrait ou de suspension du permis de chasser pour infraction au code de l'environnement, ou d'une condamnation devenue définitive pour un délit réprimé par le code de l'environnement au titre de la police de la chasse et/ou de l'environnement
 - la lettre d'engagement du locataire et des permissionnaires sur l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et la régulation des animaux classés Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) ainsi que la réalisation des droits de chasse
- les garanties financières proposées et notamment une promesse de caution émanant d'un établissement bancaire établi dans l'Union Européenne
- pour toutes les personnes (physiques ou morales) ayant été locataire d'un droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle : présentation d'un certificat du FDIDS et du GIC attestant que le candidat est à jour de toutes ses cotisations